

23/05/2014

Qui pour diriger l'Europe?

Les nouveaux dirigeants de l'UE doivent investir dans la croissance et l'emploi

Le Président du Conseil européen a maintenant un mandat pour trouver un candidat à la présidence de la Commission de l'UE. La CES appelle les nouveaux dirigeants à renoncer à l'austérité et investir dans la croissance et les emplois de qualité.

La Confédération européenne des syndicats (CES) pense que les nouveaux dirigeants de l'Europe doivent veiller à ce que l'Union européenne renonce à son obsession d'austérité et investisse dans la croissance et les emplois de qualité. L'austérité est un échec. Avec 26 millions de chômeurs, 7,5 millions de jeunes ne travaillant pas, ne suivant pas d'études ou de formation, des salaires qui ont diminué dans 18 des 28 pays de l'UE, une pauvreté et des inégalités qui atteignent des niveaux inacceptables, la crise est loin d'être terminée. L'Europe doit investir dans la croissance pour créer des emplois, sortir de la crise et augmenter les recettes fiscales pour diminuer la dette publique.

La CES estime qu'avec un investissement annuel de 250 milliards €, l'Europe pourrait créer 11 millions d'emplois. Cela représente bien moins que les montants dépensés pour sauver les banques et ce qui est perdu chaque année du fait de l'évasion et de l'ingénierie fiscales. L'Europe doit investir dans une réindustrialisation durable, dans les énergies renouvelables, l'éducation et la formation, la recherche et le développement, de nouvelles industries durables, les transports et les télécommunications, et dans des services publics décents. Les personnes choisies pour diriger les institutions européennes devront mettre en oeuvre un plan d'investissement au niveau européen et national soutenu par les finances publiques et privées.

Le rôle que l'on attribuera au Parlement européen ainsi que l'élection du nouveau Président de la Commission européenne seront représentatifs de la volonté de l'Europe à s'affirmer en tant que démocratie. Ce choix doit être fait par les citoyens européens et non par des chefs de gouvernement se réunissant à huis clos.